

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

MARCHE N° 25 023 PC

CCTP

OBJET DU MARCHE

**Evaluation de la mise en œuvre de la Charte
du Parc national de Port-Cros**

ARTICLE I - OBJET DU MARCHE PUBLIC	4
ARTICLE II - CONTEXTE.....	4
II.1 Le Parc national de Port-Cros	4
II.2 La Charte de territoire du Parc national de Port-Cros.....	5
II.3 Contexte de la mission	7
ARTICLE III. DESCRIPTION DE LA MISSION	7
III. 1 La mission	7
III.2 Périmètre géographique de l'évaluation.....	7
III.3 Grandes orientations définies par le Conseil d'Administration	7
III.4 Gouvernance de l'Évaluation.....	9
III.5 Enjeux prioritaires et questions évaluatives définies pour réaliser l'évaluation de la Charte	9
ARTICLE IV. PHASES et LIVRABLES	10
IV.1 Phase 1 : Phase préalable à l'évaluation	10
IV.1.1 Diagnostic de territoire – Bilan des réalisations.....	10
IV.1.1.1 Intégration des éléments socio-économiques, risques naturels et documents de planification territoriale	11
IV.1.1.2 Diagnostic territorial de la biodiversité terrestre et marine et éléments de bilan.....	11
IV.1.2 Définition du référentiel d'évaluation.....	12
IV.2 Phase 2 : Conduite de l'évaluation.....	14
IV.2.1 Vision	14
IV.2.2 Conclusions et recommandations	15
IV.3 Phase 3 : Elaboration d'un référentiel évaluatif et d'un dispositif de suivi-évaluation	16
IV.4 Calendrier	17
V. CONDITIONS DE REALISATION	18
V.1 Responsable	18
V.2 Éléments à prendre en compte.....	18
V.3 Délai de réalisation.....	18
V.4 Réunions de pilotage.....	19
V.5 Validation technique	19
V.6 Propriété des données, photos, études, publications et communications produites dans le cadre de l'étude.....	19
VI. DONNÉES ET RESSOURCES DISPONIBLES	20

Acronymes :

CA : Conseil d'Administration

PNPC : Parc national de Port-Cros

CESC : Conseil Économique Social et Culturel

CS : Conseil Scientifique

COTECH : Comité technique

COSUEV : Comité de Suivre et d'Évaluation

EPPN : Établissement Public des Parcs Nationaux

PPA : Programme Pluriannuel d'Action

QE : Question Evaluative

ARTICLE I - OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché a pour objet une mission d'évaluation de la mise en œuvre de la Charte de territoire du Parc national de Port-Cros, la mission est une évaluation des politiques publiques avec un référentiel évaluatif associé.

La mission vise à produire des recommandations qui permettront au Conseil d'Administration du Parc national de Port-Cros de délibérer fin 2027 sur la reconduction, reconduction avec modifications ou décision de révision de la Charte. Ces recommandations devront orienter l'action future des partenaires du territoire dans un contexte d'adaptation au changement climatique.

Les prestations sont réparties en 3 phases distinctes et chronologiques, comme suit :

Phase 1 – Phase préalable à l'évaluation

Phase 2 – Conduite de l'évaluation

Phase 3 – Elaboration d'un référentiel évaluatif et d'un dispositif de suivi-évaluation

La phase 1 et 2 sont des tranches fermes, la phase 3 est une tranche optionnelle.

Les prestations sont réalisées en coordination avec l'établissement public, pilote de l'évaluation de la Charte sur le territoire du parc national.

Dès notification du marché l'établissement public Parc national prévoit avec le prestataire la réunion de démarrage.

ARTICLE II - CONTEXTE

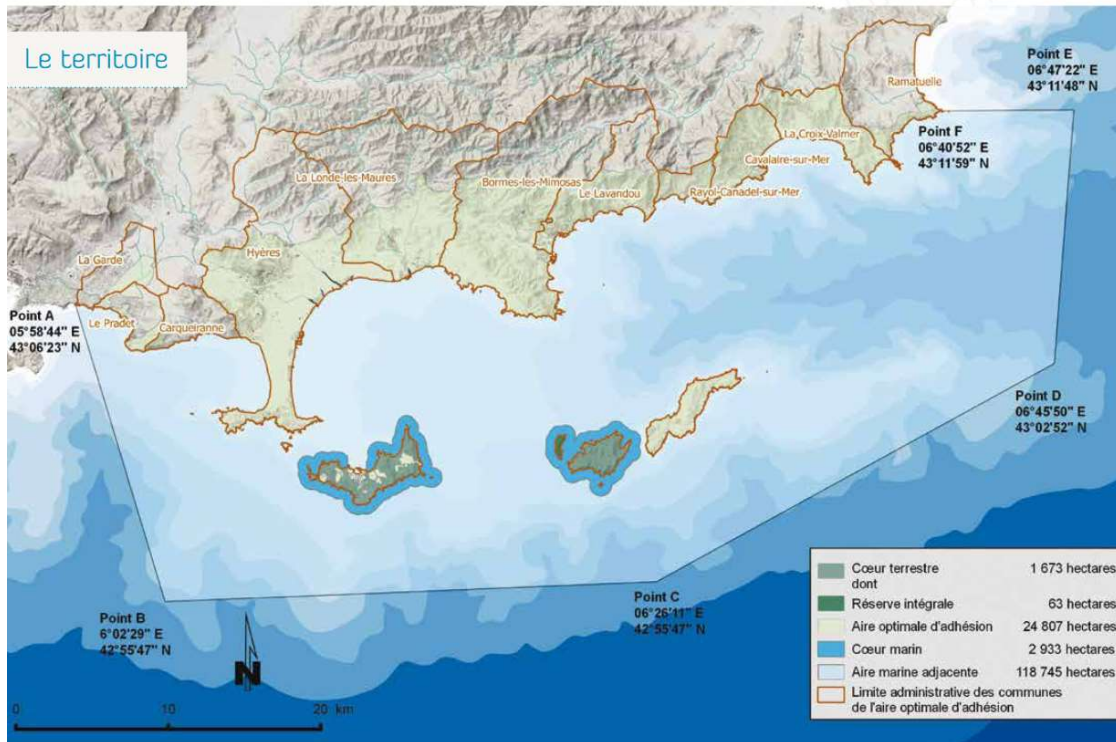
II.1 Le Parc national de Port-Cros

Créé le 14 décembre 1963, le Parc national, dont les cœurs Port-Cros et Porquerolles est le plus ancien parc marin en Europe et en France.

Entre 2012-2015, le parc national a été réformé en profondeur. A l'issue d'une concertation avec les acteurs locaux, l'espace du Parc national se trouve totalement reconfiguré.

Le parc national se fonde sur un décret ([Décret n°2015-1824 du 30 décembre 2015](#)) et l'adhésion de l'Etat et de 5 communes à une charte de territoire (La Garde, Le Pradet, Hyères, La Croix Valmer et Ramatuelle). Son territoire s'étend sur 138 000ha d'espaces insulaires, littoraux et maritimes. Il comporte aujourd'hui des sous ensemble :

- deux zones « cœurs », espaces de protection et d'accueil du public, constitués de l'île de Port-Cros et des espaces naturels propriété de l'État de l'île Porquerolles ainsi que leur frange marine jusqu'à une distance de 600 m.
- une « aire d'adhésion », espace de projet de développement durable élaboré avec les communes de La Garde, Le Pradet, Hyères-les-Palmiers, La Croix-Valmer et Ramatuelle.
- une « aire maritime adjacente » réplique en mer de l'aire d'adhésion, qui couvre l'espace marin au droit de La Garde à Ramatuelle et étendue jusqu'à 3 milles marins au sud des îles d'Hyères.



L'animation de la mise en œuvre de la charte du parc national est confiée à un établissement public national, dénommé gestionnaire.

L'établissement public gestionnaire du parc national exerce également d'autres missions :

- Il joue le rôle de Conservatoire botanique national méditerranéen de Porquerolles, chargé de la sauvegarde de la flore sauvage et des variétés fruitières menacées de Méditerranée.
- Coordonne la mise en place et le suivi du Sanctuaire International pour les Mammifères Marins (Pela-gos) qui est le fruit d'un accord tripartite entre l'Italie, la Principauté de Monaco et la France. Le rôle de la partie française de l'accord, gérée par le Parc national de Port-Cros est d'animer et coordonner les initiatives et actions en faveur des mammifères marins en lien avec les différents acteurs concernés (services de l'Etat, collectivités territoriales, professionnels des transports, de la pêche et du tourisme, scientifiques et associations)
- Administre le port de Port-Cros.
- Gestionnaire du domaine de l'Etat de Port-Cros et Porquerolles (1700ha).

<https://www.portcros-parcnational.fr/fr/le-parc-national-de-port-cros/letablissement-public>

II.2 La Charte de territoire du Parc national de Port-Cros

Depuis la loi de 2006 sur les parcs nationaux, un parc national s'appuie sur une Charte produite par l'ensemble des acteurs de son territoire (élus, représentants socio-professionnels, associations, scientifiques, services de l'État, services du parc). Cette charte fonde l'existence du parc et elle est adoptée par décret.

La Charte est un projet concerté de territoire d'une durée de validité de 15 ans. Elle concerne à la fois les cœurs, l'aire maritime adjacente et l'aire d'adhésion. La Charte définit des objectifs pour la protection du patrimoine des cœurs, des orientations pour le développement durable du territoire, et les actions que chaque acteur peut développer en fonction de ses compétences. Elle constitue un outil de gestion et d'animation du territoire au service du développement local et de la valorisation du patrimoine naturel, culturel et paysager. La mise en œuvre de ces mesures concerne l'ensemble des partenaires. Chacun, élu, acteur économique, représentant du monde associatif et établissement public du Parc national, pourra librement s'investir dans le cadre habituel de ses prérogatives.

Cinq communes ont formellement adhéré à la charte (La Garde, Le Pradet, Hyères, la Croix Valmer et Ramatuelle).

La Charte du Parc national de Port-Cros comporte :

- Un diagnostic territorial qui dresse l'état des lieux et identifie les enjeux du territoire, une définition du caractère du Parc national de Port-Cros (définition de son identité)
- Des objectifs de protection des patrimoines et modalités d'application de la réglementation sur les cœurs du parc national,
- Des orientations de protection, de mise en valeur et de développement durable sur l'aire d'adhésion,
- Une carte des vocations qui cartographie les différents espaces des cœurs, de l'aire optimale d'adhésion et qui spatialise leurs vocations.

La Charte s'articule autour de six grandes ambitions communes aux cœurs, à l'aire maritime adjacente et à l'aire d'adhésion :

Ambition 1 : Mettre en valeur et préserver le patrimoine naturel, culturel et paysager littoral, maritime et insulaire du parc national

Ambition 2 : Préserver la biodiversité et les fonctions des milieux naturels terrestres et marins

Ambition 3 : Soutenir un développement local durable, valorisant les potentialités du territoire et respectant ses capacités

Ambition 4 : Promouvoir un aménagement durable et une mobilité apaisée

Ambition 5 : Préparer l'avenir en investissant dans la recherche, l'innovation et l'éducation au développement durable et en anticipant les évolutions du territoire

Ambition 6 : Développer une approche intégrée terre / mer par une coopération renforcée, une articulation des outils et une solidarité d'action entre acteurs

Chacune de ses six ambitions se décline en objectifs dans les cœurs (île de Port-Cros et espaces naturels de l'île de Porquerolles) et en orientations pour l'aire d'adhésion et l'aire maritime adjacente.

<https://www.portcros-parcnational.fr/fr/le-parc-national-de-port-cros/la-Charte-du-parc-national-de-port-cros>

II.3 Contexte de la mission

Le code de l'environnement prévoit une évaluation de la Charte de territoire du Parc national avant leur terme de 15 ans. Le territoire du Parc national de Port-Cros s'inscrit en 2025 dans une démarche d'évaluation avec pour objectif de statuer fin 2027 sur une reconduction, une reconduction avec modification ou une révision de la Charte pour une nouvelle période de 15 ans.

Le contexte national d'évaluation et de révision des Chartes de Parcs nationaux est défini par l'Article L331-3 du Code de l'environnement. La Charte du Parc national de Port-Cros a été adoptée par le décret n° 2015-1824 du 30 décembre 2015. Son évaluation doit avoir été conduite avant fin 2027 et cette évaluation relève de la compétence du Conseil d'administration.

ARTICLE III. DESCRIPTION DE LA MISSION

III. 1 La mission

La mission d'évaluation de la mise en œuvre de la Charte portera essentiellement sur :

- L'appréciation des effets de la Charte de territoire : sa stratégie, ses actions, la mobilisation des acteurs ;
- La construction d'un cap stratégique 2042 pour les acteurs du territoire dans un contexte de changement climatique ;
- Un temps de rassemblement des acteurs autour des enjeux à venir.

Les engagements de la Charte sont ceux que les partenaires ont définis et sont mis en œuvre selon leurs compétences ou priorisation. Ils peuvent être formalisés dans des conventions d'applications signées entre les communes et l'établissement public Parc national de Port-Cros.

Le résultat de la mission sera une analyse évaluative, un projet de vision collective d'ici à 2042 et une liste de recommandations pour éclairer la décision de renouvellement, modification ou révision de la Charte.

III.2 Périmètre géographique de l'évaluation

Le périmètre géographique de l'évaluation est le territoire du parc national que sont les cœurs (îles de Port-Cros et Zones naturelles de l'île de Porquerolles), les communes de l'Aire d'Adhésion (La Garde, Le Pradet, Hyères, La Croix Valmer, Ramatuelle) et l'Aire maritime Adjacente. Des éléments, notamment en matière de connaissance de la biodiversité en aire optimale d'adhésion, pourront être abordés en fonction de la pertinence.

III.3 Grandes orientations définies par le Conseil d'Administration

L'évaluation de la Charte du Parc national de Port-Cros répondra à plusieurs enjeux et objectifs tels que définis par son Conseil d'administration.

Enjeux de l'évaluation finale :

- Faire de l'évaluation de la Charte un temps fort de partage des objectifs atteints et d'un bilan partagé ;

- Orienter les priorités d'action des différents acteurs sur le territoire du parc national dans la mise en œuvre de la Charte pour les quinze prochaines années (2042) dans un contexte de changement climatique ;
- Conforter la mobilisation du territoire autour des ambitions partagées en faveur d'un territoire durable, ambition centrale de la charte.

Les objectifs de l'évaluation :

- Évaluer les résultats et les effets de la mise en œuvre de la Charte sur des sujets jugés prioritaires. Il s'agit d'analyser les résultats obtenus, leur adéquation avec les objectifs et ambitions fixés par la Charte.
- Partager les résultats de l'évaluation avec les partenaires et les différents usagers ou habitants du territoire
- Définir un cap stratégique qui rend lisible la vision du territoire. Le maintien et le renforcement de l'adhésion des acteurs de la mise en œuvre de la Charte passent par la définition d'une vision commune aux acteurs pour la période à venir d'ici à 2042.
- Réinterroger la priorisation des mesures de la Charte au regard de cette vision commune et définir (le cas échéant) une nouvelle priorisation ou de nouvelles mesures prioritaires. La Charte prévoit 47 mesures prioritaires. L'évaluation doit guider le choix de confirmer cette priorisation, proposer des ajustements ou sa révision complète.

Les membres du comité de suivi et d'évaluation (COSUEV) ont confirmé leur souhait que l'évaluation soit participative, sobre et que des documents synthétiques d'informations puissent être diffusés auprès des acteurs du territoire.

A noter les principes généraux pour les évaluations des chartes des parcs nationaux :

- *La nomination d'une instance d'évaluation (COSUEV) chargée d'appuyer le CA. Sa composition, son mode de fonctionnement, ses relations avec les autres instances de l'établissement sont définies par délibération du Conseil d'Administration.*
- *Un cadre fondé sur la réalisation d'un diagnostic – bilan (Etat du territoire et contribution des actions de la charte) et la co-construction d'une vision quant à l'avenir du territoire qui viendra fonder les recommandations vis-à-vis de la charte. Ce cadre s'appuie sur des questions évaluatives qui viendront cadrer l'exercice d'évaluation et interroger la logique d'intervention des autres acteurs engagés dans la Charte. Elles permettront également de faire un état des lieux du territoire en consultant les acteurs et partenaires.*
- *Une méthode transparente avec un tableau de bord de suivi et d'évaluation : un outil de suivi et d'aide à la décision qui permet de regrouper plusieurs indicateurs issus d'études ou d'enquêtes préalables à partir de sources d'information hétérogènes.*
- *Un dispositif d'implication et de communication auprès des visiteurs, des habitants, des élus, des acteurs du territoire leur permettant de contribuer et de connaître les résultats de l'évaluation.*

III.4 Gouvernance de l'Évaluation

Le pilotage de l'exercice évaluatif se fait dans le cadre des instances de gouvernances de l'évaluation nommées par l'établissement. Il s'articule autour de l'action du COSUEV (en lien avec le COTECH) et le CA Conseil d'administration décisionnaire.

Le COSUEV - comité de suivi et d'évaluation - est une instance prévue par le code de l'Environnement, il est présidé par la Présidente du Conseil d'Administration. Le COSUEV est chargé de :

- Valider le choix du référentiel évaluatif et notamment des questions évaluatives
- Examiner les résultats de l'évaluation
- Formuler des appréciations sur les actions conduites et des recommandations
- Contribuer à la valorisation de la Charte et de son évaluation,

Le COSUEV rend compte de son action et de propositions au CA. Il se réunit deux à trois fois par an, notamment en amont des Conseils d'Administration. Les travaux du COSUEV sont préparés le COTECH (Comité technique) composé des équipes du parc national. La vocation du COTECH est d'assurer un appui technique pour la mise en œuvre opérationnelle de l'évaluation de la Charte. Le COTECH est présidé par la Directrice du Parc national de Port-Cros.

III.5 Enjeux prioritaires et questions évaluatives définies pour réaliser l'évaluation de la Charte

Le COSEUV a défini les enjeux prioritaires du territoire de la Charte :

- Enjeu 1 : Préserver les patrimoines naturels, culturels et paysagers.
- Enjeu 2 : Soutenir un développement local durable.
- Enjeu 3 : Préparer l'avenir du territoire dans un contexte de changement global.
- Enjeu 4 : Faire territoire.

Et les questions évaluatives associées :

QE1 - Dans quelle mesure la Charte de territoire a-t-elle permis de préserver les patrimoines (et de les valoriser) ?

QE2 - Dans quelle mesure l'accompagnement proposé a permis de concilier développement économique et préservation des territoires ?

QE3 - Dans quelle mesure la Charte permet-elle d'accompagner l'adaptation au changement global ?

QE4 - Dans quelle mesure et comment les acteurs du territoire de la Charte se sont mobilisés pour sa mise en œuvre ?

ARTICLE IV. PHASES et LIVRABLES

IV.1 Phase 1 : Phase préalable à l'évaluation

Cette phase est une phase préalable à l'évaluation. L'évaluation se base en effet sur un diagnostic de territoire incluant un bilan synthétique des actions menées au titre de la mise en œuvre de la charte et sur un référentiel évaluatif.

IV.1.1 Diagnostic de territoire – Bilan des réalisations

Le diagnostic-bilan apporte les éléments permettant de :

- 1) Apprécier sur le territoire du parc, l'évolution des enjeux prioritaires entre 2012 et 2025 et des éléments d'évolution de ces enjeux à horizon 2040 ;
- 2) Apporter des éléments de bilan des actions mises en œuvre dans le cadre de la Charte par les différents partenaires ;
- 3) Apprécier la pertinence des objectifs et orientations la Charte au regard des évolutions des enjeux prioritaires ;

Le titulaire définit le périmètre du diagnostic de territoire à partir des quatre enjeux identifiés comme prioritaires par les instances de gouvernance de l'évaluation et sur la base du référentiel évaluatif qu'il aura élaboré. Il n'est pas attendu un diagnostic-bilan exhaustif. Le titulaire s'appuie sur le diagnostic de 2012 préalable à l'élaboration de la Charte et la synthèse des enjeux du territoire.

Le diagnostic-bilan se focalise sur les éléments de contexte, d'état des enjeux, des pressions et des réalisations nécessaires pour réaliser l'évaluation de la Charte.

Le diagnostic de territoire- bilan approfondit en particulier les éléments suivants en lien avec les enjeux (E) prioritaires de l'évaluation de la Charte :

- L'état des patrimoines naturels terrestres et marins du territoire (E1)
- L'état des patrimoines paysagers et culturels (E1)
- Les tendances socio-économiques (E2)
- Les risques naturels du territoire notamment en relation avec les effets du changement global et l'adaptation des territoires (E3)
- La gouvernance et l'animation du projet de territoire (E4)
- La planification territoriale (E4)

Le titulaire peut proposer des thématiques supplémentaires à intégrer dans le diagnostic si elles lui paraissent pertinentes au regard des objectifs.

Chaque sous partie thématique du diagnostic est accompagnée d'éléments de bilan des réalisations des acteurs du territoire. Pour réaliser ce bilan le titulaire assure la mobilisation des agents de l'établissement, le CESC, le CS et les communes adhérentes conformément à la méthodologie proposée dans son offre (organisation, méthode de collecte des données, liste des partenaires à rencontrer, calendrier)

Le diagnostic territorial s'appuie notamment sur :

- Les diagnostics thématiques de contexte élaborés par l'Audat Var et détaillés au paragraphe IV.1.1.1 ;
- Des données, rapports, études, notes mis à disposition par l'établissement public parc national notamment en matière de biodiversité, usages, aménagement, etc.

- Le bilan des actions réalisées par l'établissement public parc national en lien avec l'adaptation au changement climatique
- Autres sources : INPN, etc.

Le titulaire affine, le cas échéant pendant la prestation, la méthodologie de collecte et traitement d'information proposées dans son offre.

Cette phase se déroulera dès notification (décembre 2025 – janvier 2026) à juillet 2026.

IV.1.1.1 Intégration des éléments socio-économiques, risques naturels et documents de planification territoriale

L'AUDAT Var, dont le PNPC est membre adhérent, produit les éléments nécessaires pour la réalisation de trois sous parties du diagnostic de territoire :

- Le diagnostic socio-économique.
- Le diagnostic des risques naturels du territoire notamment en relation avec les effets du changement global et l'adaptation des territoires à partir du diagnostic de vulnérabilité du territoire réalisé en 2019 et des données du GREC Sud disponibles.
- L'analyse des documents de planification territoriale et comparaison de la cohérence avec les orientations de la Charte de territoire et la prise en compte des indications émises par le Parc national de Port-Cros en tant que Personne Publique Associée.

Ces éléments de diagnostic seront disponibles en février 2026. Le titulaire coordonne l'intégration de ces éléments dans le diagnostic territorial et assure le nombre de réunions de travail prévue dans sa proposition avec l'AUDAT Var et le PNPC.

Les équipes de l'établissement parc national fournissent au titulaire des éléments de bilan des actions réalisées par l'établissement.

IV.1.1.2 Diagnostic territorial de la biodiversité terrestre et marine et éléments de bilan

Le titulaire réalise un diagnostic biodiversité qui doit en particulier :

- 1) Apporter des éléments permettant d'apprécier l'état de la biodiversité (milieux et espèces) et son évolution dans les cœurs de parc et dans l'aire d'adhésion. Quelques éléments de diagnostic concernant l'aire optimale d'adhésion pourront être apportés dans son rôle de corridor biologique.
- 2) Identifier les premiers éléments de bilan des actions menées par le Parc national et ses partenaires pour améliorer la connaissance et la conservation des habitats et des espèces (actions de connaissance, de gestion, de sensibilisation, de police).
- 3) Poser les bases pour la construction d'un tableau de bord de gestion et la définition d'indicateurs prioritaires qui doivent faire l'objet d'un suivi de long terme (cf. Phase 3 de la mission)

Il doit permettre en phase d'évaluation d'alimenter la réponse à l'enjeu 1 et à la QE1 : Dans quelle mesure la Charte de territoire a-t-elle permis de préserver les patrimoines (et de les valoriser) ?

Le diagnostic fait une synthèse de l'état des habitats et des espèces et des pressions qui s'exercent sur eux dans une perspective prospective (recommandations, identification des enjeux écologiques à venir, écosystèmes et espèces potentiellement menacés, etc.) à partir d'éléments bibliographiques et des éléments que l'établissement public Parc national de Port-Cros fournira (données, études, rapports, notes, etc.).

Le diagnostic biodiversité :

- Décrit les milieux et espèces terrestres et marines et définira l'état des connaissances sur le territoire (nombre d'habitats et d'espèces recensées, faisant l'objet de suivis, etc.).
- Évalue lorsque cela est possible leur état de conservation et l'évolution de cet état (tendances).
- Recense les pressions qui s'exercent sur les habitats et les espèces et, lorsque c'est possible, l'évolution de ces pressions afin d'alimenter les autres phases de la mission (Vision et Conclusions - Recommandations)

Livrables - Diagnostic - Bilan	<ul style="list-style-type: none">• Diagnostic de territoire et éléments de bilan (env. 100/120 pages).• Une fiche résumée de diagnostic-bilan de 3 pages pour chaque enjeu prioritaire de l'évaluation• Réalisation d'un document graphique et synthétique (max. 12 pages) destiné à être diffusés aux acteurs mobilisés.• Une note et un diaporama de présentation de la méthodologie d'acquisition et de traitement des données.• Comptes-rendus des réunions de suivi, des instances, et relevés de décision.• Les données brutes et synthétisées collectées ayant permis la réalisation du diagnostic-bilan (entretiens, questionnaire, focus-groups..)• Diaporama de présentation des résultats du diagnostic-bilan
--------------------------------	---

IV.1.2 Définition du référentiel d'évaluation

Le référentiel évaluatif permettant de mener les travaux d'évaluation de la Charte (Phase 1 et Phase 2) doit contenir des questions évaluatives (au nombre de 4 telles que définies par le COSUEV) des sous-questions évaluatives, des critères de réussite et des indicateurs.

Le référentiel évaluatif doit prendre en compte :

- Les 46 projets prioritaires de la Charte (P)
- En intégrant les informations contenues dans la section « Question évaluatives » de la Charte (pages 347 à 354).

L'établissement public parc national ne dispose pas d'un dispositif de suivi et évaluation de la Charte. Il a élaboré deux plans d'actions pluriannuels (PPA) : le premier a fait l'objet d'un bilan, le deuxième est en cours de mise en œuvre et n'a donc pas fait l'objet d'un bilan.

Dans cette phase il est attendu que le titulaire propose en concomitance avec la réalisation du Diagnostic de territoire, un référentiel d'évaluation – sobre et à coût de réalisation maîtrisé - décliné de la manière suivante :

- Identification des sous-questions évaluatives à partir des propositions du COTECH (8 à 10 sous-questions maximum).
- Propositions des critères de réussite associés

- Identification des indicateurs qualitatifs et quantitatifs permettant de répondre aux critères de réussite, dont une partie seront proposés par le COTECH (maximum 60 indicateurs)

Ce travail s’appuie sur les informations échangées pendant la réunion de lancement de la prestation entre le titulaire et le COTECH et après avoir pris connaissance des documents fournis par les équipes de l’établissement public.

Les sous-questions évaluatives sont proposées en prenant en compte les enjeux du territoire et les données disponibles pour alimenter le travail d’évaluation. Elles sont utilisées pour réaliser le diagnostic-bilan qui est construit concomitamment.

L’établissement public proposera au titulaire une première liste de critères de réussite et d’indicateurs pour chaque question évaluative au démarrage de la prestation. Il sera demandé au bureau d’études d’en apprécier la pertinence et de faire des propositions d’amélioration.

Les indicateurs sont définis, autant que faire se peut, à partir de données qualitatives et quantitatives déjà disponibles. Le titulaire pourra proposer de les compléter par des entretiens à dire d’expert, enquête, groupe de travail thématique, etc... Le cas échéant il précise la méthode pour conduire la collecte de données et est chargé de leur réalisation.

La finalisation du référentiel évaluatif (sous-questions - critères de réussite - indicateurs) et la validation des méthodes de collecte de l’information se font suite à la présentation en COTECH.

Le titulaire assure les réunions nécessaires avec les équipes de l’établissement public parc national pour finaliser cette phase.

Livrable - Préparation et méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> • Référentiel évaluatif : questions évaluatives, critères d’évaluation, indicateurs, méthodologie et outils mobilisés • Diaporama de présentation du référentiel • Comptes-rendus des réunions • Réalisation du document communicant de présentation de la démarche d’évaluation de la mise en œuvre de la Charte (type - 4 pages A5)
--	--

IV.2 Phase 2 : Conduite de l'évaluation

IV.2.1 Vision

A partir du partage des conclusions de la phase 1, l'étape de « Vision » fait émerger une vision stratégique et les priorités d'action pour la durabilité territoire à horizon 2042. Cette vision partagée est construite autour des quatre enjeux prioritaires et des questions évaluatives.

Cette phase se déroulera de juillet 2026 à mars 2027. Les réunions de concertation devant se dérouler en 2026 seront à programmer en phase 1.

Les cibles de la phase de concertation sont les suivantes :

- Les communes adhérentes (et un avis des communes non adhérentes pourra être recherché)
- Les agents de l'établissement public ;
- Les administrateurs, les membres du CESC, les membres du Conseil Scientifique, les membres des différentes commissions techniques animés par le Parc national ;
- Les acteurs publics engagés dans le projet de Parc national ainsi que les acteurs publics responsables des politiques environnementales mises en œuvre sur le territoire du Parc national ;
- Les acteurs privés et associatifs participant au projet de Parc national et ceux qui sont impactés par le projet (sans participation active).

Sur la base du calendrier prévisionnel fourni plus bas, le titulaire propose une méthodologie de mobilisation des cibles, un chronogramme des ateliers de concertation et précisera les supports de restitution des contenus clés issus de concertations. Cette méthodologie est faite en concertation avec les chargées de missions référentes sur l'évaluation de la Charte et l'adaptation au changement climatique.

La concertation se fait lors de plusieurs moments collectifs :

- 5 Ateliers territoriaux (continent est, continent ouest, île de Porquerolles, île de Port-Cros et Levant)
- 1 réunion annuelle des communes de l'aire d'adhésion (novembre 2026)
- 2 ateliers CESC
- 1 atelier CS
- Assemblée générale de l'établissement public (novembre 2026)

Le titulaire réalise des entretiens à dire d'expert, des entretiens bilatéraux ou questionnaires à destination des partenaires de la mise en œuvre de la Charte.

La méthodologie de concertation est présentée par le titulaire et discutée en COTECH et COSUEV pour validation.

Le titulaire anime avec les équipes de l'établissement public Parc national de Port-Cros les ateliers qui auront lieu en présentiel. Pour cela le titulaire mobilise des techniques d'animation. La méthodologie tient compte de la réalité du territoire afin de définir un nombre pertinent et suffisant d'ateliers de concertation. Le calendrier des ateliers tient compte de la disponibilité des acteurs cible.

Le titulaire peut faire évoluer sa proposition méthodologique en fonction des éléments dont il aura connaissance pendant cette phase de concertation. Le titulaire réalise un point d'étape à mi-parcours avec le COTECH afin d'apporter des ajustements avant de poursuivre la concertation.

Eventuellement, si une enquête grand public est réalisée par l'établissement public ou un prestataire, les résultats de l'enquête sont transmis au titulaire du présent marché qui les intègre dans les livrables ci-dessous. Cette intégration est purement formelle et ne demande pas de traitement supplémentaire par le titulaire.

Livrables - Vision	<ul style="list-style-type: none"> • Un rapport des contenus clés issus de la phase de concertation (max. 20 pages). • Une note et un diaporama de présentation de la méthodologie de concertation. • Un diaporama à mi-parcours sur les premiers résultats permettant d'ajuster la méthodologie. • Comptes-rendus des réunions, entretiens, ateliers... • Une note de synthèse et un diaporama de présentation des résultats
--------------------	--

IV.2.2 Conclusions et recommandations

Les conclusions et recommandations de l'évaluation sont élaborées à partir des éléments collectés pendant l'étape « Diagnostic-Bilan » et « Vision », ainsi que de la documentation mise à disposition par l'établissement public Parc national de Port-Cros et ses partenaires. Ces conclusions et recommandations sont destinées à être présentées en Conseil d'Administration de novembre 2027. Ainsi cette phase se déroulera d'avril 2027 à octobre 2027.

Le titulaire construit des conclusions argumentées et fournit des recommandations concernant :

- Un cap stratégique pour le projet de territoire à horizon 2042 y compris des éléments permettant d'apprécier l'adéquation de la Charte avec cette vision ;
- Les mesures de la Charte qui seront prioritaires pour la période 2027-2042, au regard des enjeux en précisant le rôle de chaque acteur dans leur mise en œuvre ;
- Les éléments à prendre en compte dans l'élaboration du Plan d'adaptation au changement climatique ;

Pour apporter des réponses aux questions évaluatives, le prestataire appuie son argumentaire sur la base d'éléments quantitatifs et qualitatifs.

Le titulaire propose les conclusions-recommandations au COTECH puis au COSUEV (juin 2027), il tient compte des retours de ces instances pour modifier et finaliser son rapport attendu pour septembre 2027.

Le titulaire présente les principales conclusions qui pourront être partagées aux partenaires ayant participé à l'évaluation, notamment le CESC.

Les éléments validés par le COSUEV (septembre 2027) font l'objet d'un document final qui est exploité par le Conseil d'Administration du Parc national de Port-Cros afin de délibérer sur un renouvellement, modification ou révision de la Charte.

Livrables - Conclusions et Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> • Comptes-rendus des réunions avec les instances de l'évaluation. • Un rapport de conclusions avec réponse aux questions évaluatives et recommandations argumentées (env. 30 pages). • Un rapport global des trois étapes de l'évaluation (environ 160 pages). • Un support de présentation du rapport à destination du Parc national et de son Conseil d'Administration. • Réalisation d'un document graphique et synthétique (max. 10 pages) destiné à être diffusés auprès des partenaires et sur les réseaux.
--	---

IV.3 Phase 3 : Elaboration d'un référentiel évaluatif et d'un dispositif de suivi-évaluation

Dans le cas où le CA valide la reconduction de la Charte, il peut être demandé au titulaire de proposer un référentiel évaluatif pour la Charte 2042 permettant de suivre sa mise en œuvre jusqu'à la période d'évaluation suivante.

Sur la base du travail réalisé dans les phases précédentes, le titulaire propose alors un référentiel évaluatif et un dispositif de suivi et d'évaluation sobre et à coût maîtrisé permettant de systématiser avec les acteurs du territoire un suivi au fil de l'eau de la mise en œuvre de la Charte.

Ainsi le dispositif de suivi et évaluation doit :

- Permettre de suivre la mise en œuvre de la Charte,
- Permettre de suivre la mise en œuvre des recommandations
- Être en lien avec le Plan d'adaptation au changement climatique élaborée par le Parc national à partir de 2026.

Le titulaire propose une organisation de la mise en œuvre de ce dispositif précisant le calendrier de collecte des données, la méthodologie, les acteurs et l'outil de collecte. La proposition fera l'objet d'une réunion et d'une validation par les instances de gouvernance de l'évaluation.

Cette phase débutera en novembre 2027 et se terminera en février 2028.

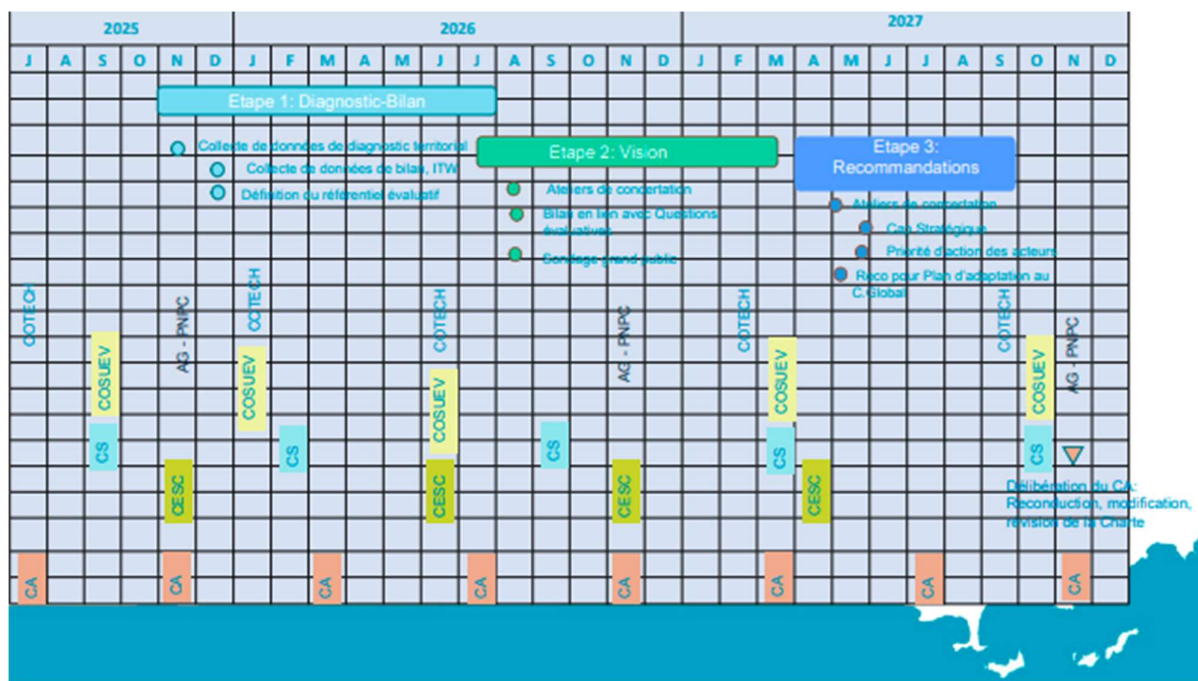
Livrables - Elaboration d'un référentiel évaluatif et d'un dispositif de suivi-évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Référentiel évaluatif • Dispositif de suivi et évaluation
---	--

IV.4 Calendrier

Phase 1 – Phase préalable à l'évaluation : cette phase se déroule dès notification (décembre 2025 – janvier 2026) à juillet 2026.

Phase 2 – Conduite de l'évaluation : se déroule d'août 2026 à mars 2027. Les réunions de concertation devant se dérouler en 2026 seront à programmer en phase 1 en prenant en compte notamment la saisonnalité du territoire et la programmation des réunions des instances. L'étape Conclusions-Recommandations débutera en septembre 2027 et se terminera en novembre 2027. Le rapport final d'évaluation ainsi que tous les livrables de la prestation devront être rendus impérativement pour le 30 septembre 2027.

Phase 3 – Proposition d'un dispositif de suivi-évaluation : pourrait débuter en novembre 2027 (à l'issue du vote en CA) et se terminer en février 2028.



V. CONDITIONS DE REALISATION

V.1 Responsable

L'établissement public Parc national de Port-Cros est le maître d'ouvrage.

Pour la mise en œuvre de cette prestation, la référente générale est Giulia Azzolini responsable évaluation auprès de la direction de l'EPPN. Eleonore Terrin sera référente sur les questions liées au changement climatique et au plan d'adaptation. Le service connaissance et le Conseil Scientifiques seront les référents du diagnostic biodiversité.

V.2 Éléments à prendre en compte

La préparation de l'évaluation est faite à l'aide des documents et données fournis par l'EPPN pour faciliter l'appropriation de la mission et du contexte territorial, en lien étroit avec la responsable évaluation.

Sont transmis au titulaire les éléments suivants, au démarrage de la prestation :

- La Charte du Parc national de Port-Cros.
- L'organigramme de l'établissement public Parc national.
- Le calendrier général d'évaluation et de révision des Chartes des Parcs nationaux.
- Les comptes rendus du Comité de Suivi et d'Évaluation de la Charte.
- La réglementation du code de l'environnement relative à l'évaluation et à la révision des Chartes des Parcs nationaux de France.
- Le bilan du premier programme d'action de la Charte.
- Le deuxième programme d'action.
- Le bilan des travaux du Conseil Scientifique.
- Des rapports, notes, données, études réalisées par des partenaires ou les équipes de l'établissement public parc national (biodiversité, connaissance, usages, éducation, aménagement, accueil, adaptation au changement climatique, etc.).
- Le diagnostic de territoire de 2012 préalable à l'écriture de la Charte.
- Les conventions d'application avec les communes de l'Aire d'adhésion.
- La stratégie scientifique 2023-2032 du Parc national de Port-Cros.
- Diagnostic vulnérabilité 2019 et les documents annexes.

V.3 Délai de réalisation

Les tranches fermes sont à conduire dans un délai de 21 mois (hors délais de validation par le maître d'ouvrage), à partir de la réception par le titulaire de la notification du marché.

Il est à noter que ce délai est incompressible en raison du calendrier lié à l'évaluation de la Charte. En effet, la délibération du Conseil d'Administration est prévue en novembre 2027 et elle revêt un caractère obligatoire du fait des contraintes légales auxquelles le Parc national de Port-Cros est soumis.

V.4 Réunions de pilotage

Durant cette prestation, un minimum de 13 réunions de pilotage et de suivi est à prévoir et à organiser :

- 2 réunions préparatoires avec l'EPPN, afin de présenter la méthodologie d'évaluation et organiser sa mise en œuvre en lien avec l'EPPN ;
- 6 réunions de suivi, soit 2 par phase de la prestation ;
- 4 comités de Suivi et d'Évaluation de la Charte (COSUEV) ;
- 1 réunion finale de restitution et de validation des livrables à l'EPPN.

Des réunions complémentaires sont organisées selon la proposition du titulaire dans son offre. Le titulaire est chargé de planifier et d'animer ces réunions. La préparation de supports de présentation ainsi que la transmission de compte-rendu de réunion sont prévues.

V.5 Validation technique

La validation finale des résultats obtenus, ainsi que du rapport final, revient à la Directrice du Parc national de Port-Cros.

V.6 Propriété des données, photos, études, publications et communications produites dans le cadre de l'étude

L'ensemble des données produites dans le cadre de la présente convention seront des informations publiques selon les termes de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 modifiée par l'ordonnance du 6 juin 2005. Elles seront également qualifiées d'informations relatives à l'environnement conformément à la loi n°2005-1319 du 26 octobre 2005 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement. Enfin, il s'agira de données géographiques au sens de la directive INSPIRE.

Les données brutes (hors photos et vidéos) ne bénéficient d'aucun droit d'auteur. Elles sont toutefois attachées au projet qui a permis leur acquisition dans le cadre de la mise en place d'un protocole précis. L'ensemble des données brutes bancarisées et interprétables et leurs métadonnées seront diffusables. Toute personne sera alors autorisée à utiliser ces données dans les limites du respect des conditions fixées par le Parc national et du code de la propriété intellectuelle. Les rapports, et autres données élaborées (cartes) seront diffusables publiquement par le Parc national dès leur livraison. Le Parc national se réserve la possibilité de ne pas diffuser certaines données, pour des raisons inhérentes à la protection des sites.

Toute publication en lien avec les prestations et travaux menés ne pourra se faire qu'avec l'accord exprès du Parc national de Port-Cros. Le logo du Parc national devra figurer lorsque le format de publication le permet. De même, toute communication en lien avec ces prestations et travaux devra faire l'objet d'une validation préalable par le Parc national de Port-Cros.

Les droits d'exploitation listés ci-après, rattachés à la sélection des clichés pris dans le cadre de cette prestation sont cédés au Parc national à titre gracieux et à titre non-exclusif pour la durée légale de protection des droits d'auteur, et pour le monde entier :

Le droit de reproduction et d'adaptation graphique de tout ou partie des clichés sous toute présentation et sur tout support graphique actuel ou futur à des fins non-commerciales ;

Le droit de représenter tout ou partie des clichés et leurs adaptations, par tout procédé actuel ou futur de communication au public à des fins non-commerciales ;

Les droits dits "multimédia", c'est-à-dire notamment le droit de réaliser ou de faire réaliser à des fins non-commerciales par toute personne choisie par le Parc national, à partir du programme ou à partir de certains de ses éléments, toutes nouvelles œuvres dérivées ;

Le droit de transmettre les clichés à des tiers pour illustrer les activités du Parc national (article de presse ou de partenaire...), en ayant au préalable averti l'auteur des clichés.

Le Titulaire garantira au Parc national l'exercice paisible des droits cédés et notamment :

Qu'ils sont seuls propriétaires de l'ensemble des droits attachés aux clichés et qu'ils ont pleins pouvoirs et qualités pour accorder les droits cédés par les présentes.

Que les clichés ne portent aucune atteinte aux droits des tiers du point de vue du respect de leur image, biens, personnalité, vie privée.

Le Parc national demeure libre de ne pas utiliser les clichés. Le crédit obligatoire à mentionner est à compléter sous la forme « nom de l'auteur / nom de l'organisme ».

VI. DONNÉES ET RESSOURCES DISPONIBLES

Publications :

- Scientifics reports 2012-2025
- Socle commun pour le suivi et l'évaluation de la gestion des aires protégées, OFB, avril 2024